

La décision pour la guerre : l'exterminisme de Poutine et la recherche d'une issue de secours

André Bleicher

« La tâche presque insoluble consiste à ne pas se laisser rendre stupide ni par le pouvoir de l'autre, ni par sa propre impuissance ».

Theodor W. Adorno (1994, p.67)

Depuis le début de la guerre d'agression, des scientifiques, des hommes politiques et l'opinion publique se creusent la tête au sujet des raisons de l'attaque de la Fédération de Russie. Pour la plupart des observateurs politiques, l'attaque a été une surprise et révèle le manque de compréhension de l'administration Poutine. Jusqu'à quelques semaines avant l'invasion de l'Ukraine, les généraux de l'armée allemande considéraient la présence militaire russe comme une menace « en coulisses » sur les négociations avec les États-Unis. Trop faible le nombre de soldats, trop faible le matériel militaire et trop forte la résistance de l'armée ukrainienne. Même le ministre de la défense ukrainienne, Olexiy Reznikov, considérait la probabilité d'une invasion comme « risible », trois jours avant l'invasion effective (*Welt* 2022).

L'accès publiquement limité aux décideurs politiques de la Fédération de Russie et le manque de transparence des organes de décision, poussent les experts russes à recourir à la pratique de « l'astrologie du Kremlin », déjà éprouvée à l'époque soviétique. Cela mène à une fixation presque exclusive sur la personne de Vladimir Poutine et réduit la perception extérieure de la politique russe aux humeurs et à la constitution psychique d'un homme seul et de ses conseillers. Les contradictions des sociétés russes, les rapports de force qui les caractérisent et les conflits, souvent envenimés, au sein du bloc de pouvoir, sont perdus de vue. La politique étrangère de la Russie, qui vise depuis quelques années à protéger ses intérêts impériaux, est directement liée à l'évolution de la société intérieure et à la situation semi-périphérique du pays dans le partage mondial du travail, dans lequel il joue le

rôle de fournisseur de matières premières pour les États capitalistes centraux et, de plus en plus, pour la Chine.

La ligne d'argumentation analyse ici le phénomène des crises post-soviétiques et calque les lignes d'évolution de la Fédération de Russie. Les causes de la guerre sont donc localisées dans une mesure considérable au sein du processus d'évolution de la Fédération de Russie, et non pas chez un Poutine « psycho-pathologique » ou dans son administration, ni, non plus dans la construction de la Fédération de Russie, que ce soit du côté l'Occident (et donc les USA, l'UE, l'OTAN etc.) — par exemple, en ayant rendu nécessaire une défense préventive, pour le dire ainsi, ou bien en ayant été provoquée depuis longtemps par l'élargissement de l'OTAN vers l'Est — jusqu'à ce qu'il ne reste plus que la guerre comme *ultima ratio*.

Un an est passé depuis l'attaque de l'Ukraine par la Russie. Contrairement à l'hypothèse des dirigeants russes, selon laquelle il ne s'agissait que d'une brève intervention militaire (*opération spéciale*) visant à « dénazifier » l'Ukraine, il apparaît aujourd'hui que le conflit militaire se transforme en une guerre de position de longue haleine, avec de nombreuses pertes. Le président Wolodymyr Zelenski a expliqué, à plusieurs reprises, qu'il voulait reconquérir toutes les régions de l'Ukraine occupées, y compris la Crimée (*ZDF* 2022). Mais les objectifs minimaux formulés par la Fédération de Russie s'y opposent de manière inacceptable. Ceci soulève la question de savoir s'il est principalement possible d'avoir en vue une conclusion de paix durable. Actuellement, il n'est pas exclu que l'Ukraine devienne pour des années durant un théâtre de guerre permanent avec des phases « chaudes » et « froides » variables.

À l'Ouest, une vaste unité règne eu égard à la cause de la guerre : l'attaque de la Fédération de Russie est le résultat de l'impérialisme russe et ne peut pas être acceptée — telle est l'argumentation du Chancelier fédéral, Olaf Scholz, dans son discours au *Bundestag* allemand sur le tournant d'époque que cela entraînait selon lui. La politique extérieure russe, de plus en plus expansive, est pourtant une réaction primaire du bloc de pouvoir russe aux multiples crises dans l'espace post-soviétique et doit donc être autrement évaluée. L'évaluation, qui est défendue ici, complète l'argument d'après lequel les interventions militaires de la Fédération de Russie en Géorgie (2008), Kazakhstan (2021/2022) et en Ukraine, représentent la tentative de maintenir ou de restaurer la position hégémonique de la Russie dans l'espace post-soviétique. Il est vrai que les évolutions spécifiques et les dynamiques sociétales internes aux pays individuels sont d'importants facteurs d'explication de ses conflits réitérés dans la région, comme aussi pour la guerre en Ukraine. Ils ne sont cependant qu'insuffisamment pris en compte aussi bien dans le courant dominant occidental, qu'aussi dans les débats éclairées de science politique.¹ C'est la

1 Pour les contributions anthroposophiques, récemment publiées par exemple dans l'hebdomadaire *Das Goetheanum*, il faut malheureusement noter la

raison pour laquelle on va tout d'abord mettre en lumière, en trois phases de la situation crisiaque [au sens « médical », *ndt*] post-soviétique, pour ensuite jeter un regard sur la tentative par l'exercice du pouvoir de solidifier la position hégémonique de la Russie

Phase 1 : Multiples crises soviétiques

Tous les pays post-soviétiques qui ont succédé à l'Union soviétique ont une expérience d'une forme étatique commune d'enchevauchement, qui a été longuement partagée, dont les phénomènes de dissolution représente également un fond commun d'expériences partagées. (Jaitner, Olteanu, Spöri 2018). La dissolution de l'Union soviétique et la transformation politique et économique profonde provoquent des processus crisiaques [au sens médical, *ndt*] dans les formes d'états qui succèdent à l'URSS. Les relations politiques, économiques et culturelles étroites existantes, comme autrefois, entre les états post-soviétiques, ont mené à ce qu'ils ne sont pas restés isolés, mais doivent être pris en considération justement de leurs interférences. On peut donc parler d'une certaine manière de phénomènes de crises qui se recourent et des dynamiques et contradictions comparables, qui se laissent constater dans les sociétés post-soviétiques.

La dissolution de l'Union soviétique reposa sur une décision unilatérale des présidents russe, ukrainien et biélorusse, des républiques individuelles correspondantes lors d'une réunion du 8 décembre 1991, ce qu'on a appelé le Traité de Minsk ou les Accords de *Belovej*. Boris Eltsine (Russie), Leonid Kravtchouk (Ukraine) et Stanislas Chouchkewitch (Biélorussie) ne se rencontrèrent, ni dans le cadre d'un comité institutionnalisé, ni en ayant informé le gouvernement soviétique sous Mikhaïl Gorbatchev, pas plus que les membres des Parlements des puissances signataires. Le pas décisif de la dissolution de l'Union soviétique ne vint donc pas de la périphérie, mais bel et bien du centre : les républiques individuelles russe, ukrainienne et biélorusse, étaient des sujets fondateurs de l'URSS.

Ce putsch du centre déclencha une dynamique de sécession qui menaça des états multiethniques du domaine de l'ancienne Union soviétique. Dans ces dernières trente années, des revendications d'indépendances naquirent dans de nombreux états qui ont succédé, émanant de minorités ethniques isolées et qui ont souvent provoqué une escalade violente. Exemplaires sont à ce sujet des conflits en Moldavie (Transnistrie), en Géorgie (Abkhazie, Ossétie du Nord) ainsi que la situation instable dans le Nord du Caucase russe.² Sous le slogan du *grand rema-*

présence d'une pareille tache aveugle.

- 2 Il ne s'agit pas d'affirmer que la Russie ne poursuit pas d'intérêts impériaux dans l'espace post-soviétique. L'implication militaire du pays, dans tous les conflits cités, plaide en faveur du contraire, mais tous les conflits cités sont au moins le résultat de contradictions internes et de la formation en rattrapage d'États-nations.

niement (große Umgestaltung) Roger Brubaker (2011) a redéfini un processus non combattu d'une formation d'états en rattrapage dans l'Est de l'Europe et l'espace post-soviétique, dans les droits politiques (Citoyenneté et droits, usage de la langue) et les droits sociaux, souvent au long cours d'une appartenance ethnique. Dans ce sens, il faut parler d'un vingtième siècle long, car avec le putsch du centre, se répète une histoire qui fut déjà observée dans la chute des puissances centrales, à l'issue de la première Guerre mondiale : Une fois de plus, l'approche de la théorie de la modernisation, qui consiste à permettre une différenciation fonctionnelle de la société afin d'éviter les conflits ethniques, n'a pas pu être mise en œuvre.

Pendant la nouvelle refondation ethnoculturelle des états qui ont succédé à l'Union soviétique, la confiance dans les institutions de l'état s'affaiblissait et empêchait ainsi le processus de démocratisation, or cette évolution se trouvait foncièrement dans les intérêts des élites ethniques nationales, car celles-ci espéraient de l'indépendance de l'état, un renforcement de leur position politique et économique, en particulier en pouvant influencer les processus de privatisation mis en œuvre à leur profit. (Hale 1999).

L'historien Boris Kagarlitsky (2009), indique que l'intégration dans le marché mondial des états qui ont succédé à l'Union soviétique, n'a pas seulement aggravé la dépendance économique et technologique vis-à-vis des états capitalistes centraux, mais aussi la polarisation sociale et régionale à l'intérieur de l'espace post-soviétique. Le passage radical à l'économie de marché par les « thérapies de choc » néolibérales accélère cette évolution. Selon des données du chercheur en science économique-US, Joseph Stiglitz (2002), les pertes en économie politique furent plus grandes, mesurées au PIB, que pendant la seconde Guerre mondiale.

Comme l'une des républiques soviétiques, les mieux développées, l'Ukraine connut, après 1991, un déclin économique durable. En 2008, le PIB de l'Ukraine, avec 70 % des valeurs de 1989, atteignit le maximum dans la phase post-soviétique (Malchanov 2016, p.3). Une conséquence du déclin économique fut la vaste désindustrialisation de la plupart des états, à l'exception de la Biélorussie, de la Russie, de l'Ouzbékistan, et de l'Ukraine et une inégalité sociale croissante, qui fut poussée à l'extrême par l'absence totale de scrupules de la part des oligarques agissant en capitalistes. Dans les états riches en matières premières, une telle évolution put être atténuée, mais en vérité elle aggrava l'orientation unilatérale fixée sur l'exportation des matières premières et la dépendance technologique des états centraux occidentaux.

Les processus, qui se déroulent de manière crisiaque, d'une transition vers l'économie de marché, dans presque tous les états post-soviétiques furent discrédités, non pas en tant que défi à relever en une formation de volonté démocratique, mais au contraire, comme une expression d'immaturation démocratique. Ce fut particulièrement net en 1993, au moment où l'administration Eltsine

fit tirer sur le Parlement par des troupes fidèles au gouvernement, en imposant en adjonction une Constitution présidentielle autoritaire, ce qui régla largement son compte à tout processus de démocratisation sociétale. Une expression de ce virage autoritaire, qui était en train de s'effectuer, fut la guerre brutale du gouvernement à l'encontre de la province renégate de Tchétchénie (1994-1996) et la privatisation forcée des consortiums étatiques (1995-1997). En particulier dans le secteur du pétrole et du gaz, sur la base d'un décret présidentiel, à la suite d'une résistance de la part du Parlement, qui profita à un groupe d'entrepreneurs proches de l'état, ceux qu'on a appelé des oligarques. La position dominante en droit constitutionnel du président fut la réaction conséquente du bloc de pouvoir aux crises intérieures et forma la base, dans les années qui suivirent, de l'autoritarisme croissant de Vladimir Poutine.

Phase 2 : Consolidation autoritaire et concurrence oligarchique

À la crise de transformation s'ensuivit, de 2000 à 2008, une phase d'essor économique relatif qui fut associée en Russie aux deux mandats présidentiels successifs de Vladimir Poutine et reposa pour l'essentiel sur deux facteurs : le prix élevé du pétrole et la promesse de stabilisation de Poutine. En riposte à cette croissance économique élevée, le gouvernement exigea du peuple une passivité politique. Les conditions préalables à cela étaient de démanteler les aspirations séparatistes — en particulier dans le Caucase du Nord — et l'intégration de la bourgeoisie, surgie de ce processus de transformation, au nouvel ordre de domination. L'un des premiers actes de Poutine fut la reprise des combats en Tchétchénie. La brutalité extrême, avec laquelle l'armée russe procéda à l'encontre des séparatistes, n'éveilla nonobstant bien moins d'attention que la procédure à l'encontre de quelques oligarques qui critiquaient le système, dont parmi eux, Mikhaïl Khodorkovski. L'engagement des appareils de pouvoir de l'état (armée, polices et gardes personnelles, services secrets) renforça la militarisation de la politique intérieure et affaiblit les institutions démocratiques.

Le pas fait par le gouvernement pour une stabilisation sociétale s'avéra couronné de succès : Entre 2000 et 2008, la part de la population, dont le revenu est inférieur au minimum vital, est passée de 43,8 millions d'habitants (30 %) à 19 millions d'habitants (13,5 % de la population totale) (Rosstat 2009). Cependant, le gouvernement n'a pas mené de politique de redistribution, les mesures de stabilisation sociale ont plutôt servi les intérêts du grand capital. Le nombre de milliardaires en dollars est ainsi passé de 0 à 87 au cours de la même période (Krall 2008).

Le consensus autoritaire-oligarchique, représenté par Poutine, a permis une modernisation partielle du capitalisme russe. Il a réagi aux dysfonctionnements du néolibéralisme non réglementé des années 1990, en renforçant le dirigisme économique et en décentralisant les processus décisionnels au sein de l'exécutif, dans le but

d'améliorer la reproduction du mode de production capitaliste. Depuis le milieu des années 1990, on observait également l'intégration de couches sociales importantes dans d'autres États post-soviétiques (Azerbaïdjan, Biélorussie, Kazakhstan, Turkménistan, Ouzbékistan). En Arménie, en Géorgie, au Kirghizstan, en Moldavie ou en Ukraine, en revanche, les dirigeants n'ont pas été en mesure de négocier un consensus qui eût permis de stabiliser à long terme le développement politique et économique de leurs pays, ce qui explique que les rapports de force et de domination y furent nettement plus disputés. Une circonstance importante, qui a empêché la stabilisation des relations sociales en Ukraine, est la concurrence oligarchique ininterrompue : alors que la fraction dominante du capital de l'Ouest, dominée par l'agriculture, s'efforçait de s'orienter vers l'UE, l'industrie lourde (sidérurgie, acier et industrie de l'armement) à l'Est et les parties au Sud du pays restaient fortement impliquées dans les structures de production post-soviétiques. Jusqu'au début du conflit ukrainien, en 2014, les deux tiers des exportations de machines lourdes et presque la moitié de l'ensemble des machines exportées allaient en Russie (voir Molchanov 2016, p.5). Les relations économiques étaient particulièrement étroites entre la région du *Donbass*, le centre de la production industrielle de l'Ukraine et la Russie (Mykhnenko 2015, pp.10 et suiv.). Le système politique de l'Ukraine s'ordonnait alors tout au long de cette polarisation économique et régionale. Surtout, cela s'est manifesté dans le Parti des régions de l'ancien président Viktor Ianoukovitch, qui était soutenu par la population majoritairement russophone et les factions du capital qui étaient orientées vers la région post-soviétique — et ici en particulier la Russie.

Malgré les manifestations régulières contre la fermeture des aciéries, une politique néolibérale ou la privatisation dans le secteur de l'éducation-formation, entre les deux grandes manifestations sur le Maïdan, 2004 et 2014 (Varga 2012), les processus de privatisation, l'inégalité sociale et la répartition inégale des salaires ne furent que marginalement politisés. Les révolutions colorées régulièrement récurrentes dans l'espace post-soviétique ont conduit à des changements de gouvernement. Cependant, elles ne remplaçaient généralement qu'une faction du bloc au pouvoir par une autre. Celles-ci pouvaient se distinguer en considération de leurs intérêts économiques, leur ancrage sociétal et leur orientation géopolitique. Car l'orientation sur l'Ouest ou la Russie, allait souvent de pair avec des intérêts spécifiques de groupes individualisés de population. La jeune bourgeoisie urbaine, bien formée, préférait tendanciellement une association avec l'Ouest, car elle offrait des possibilités professionnelles à cette couche de population. En opposition à cela, la population de ceux, qui restaient associés à une orientation vers la Russie, était souvent originaire des régions de l'industrie lourde, dont les entreprises étaient étroitement imbriquées dans les chaînes de production russes. Cependant, les factions concurrentes du bloc au pouvoir partagent une méfiance à l'égard des processus démocratiques, qu'elles sapent en corrompant les institu-

tions démocratiques. Face à cette oligarchie électorale, la population développe une forte méfiance à l'égard des institutions étatiques, des processus démocratiques et de leurs représentants.

À l'issue de la phase d'affaiblissement de la politique extérieure, dans les années 1990, la Russie, politiquement consolidée sous Poutine, s'efforça de reprendre sa position hégémonique et de la consolider dans l'espace post-soviétique. Cependant le gouvernement renonça là-dessus à retravailler en profondeur et efficacement les processus de crise déstabilisant et à s'établir donc en tant que vertu d'intégration dans les régions. Il mit beaucoup plus à profit les multiples crises et conflits, de manière opportuniste, afin de réaliser ses propres intentions. La plus forte expansion des entreprises russes, à caractériser à partir du milieu des années 2000, avant tout dans le secteur des matières premières, s'accompagnait souvent d'une altération des relations bilatérales. La dépendance de nombreux états post-soviétiques des fournisseurs russes d'énergie et les dettes qui s'accumulaient de ce fait, ou bien l'accès au marché intérieur russe, s'avèrent des moyens de pression efficaces de l'administration Poutine pour étendre son influence politique et économique dans la région. Même dans les relations avec les partenaires de politique étrangère les plus importants, la Biélorussie et l'Ukraine, l'augmentation des prix du gaz était plus importante pour le gouvernement russe que l'amitié slave tant vantée. Cela a rendu plus difficiles les efforts d'intégration régionale et favorisé le rapprochement de nombreux États avec l'UE, les États-Unis ou la Chine.

Phase 3 : La crise économique et financière à partir de 2008

La crise économique et financière de 2008 a marqué un tournant dans l'histoire récente de l'espace post-soviétique. L'Ukraine et l'Arménie connurent en 2009 une baisse de leur PIB de 14,8 % et de 14,1 % respectivement. Pour éviter une banqueroute de l'état, le gouvernement ukrainien se vit contraint d'accepter un crédit du FMI à hauteur de 16,4 milliards de Dollar-US. Des effondrements du PIB caractérisèrent pareillement la Russie (-7,8 %) et la Géorgie (-3,6 %). L'économie de la Biélorussie stagna (+0,2%), tandis que les républiques d'Asie centrale et l'Azerbaïdjan ont continué d'enregistrer une croissance du PIB, même si les taux de croissance ont nettement diminué. Malgré la chute économique extrême par rapport à l'UE, les géographes Adrian Smith & Adam Swain (2010) affirment que l'ampleur de la crise dans l'espace post-soviétique ne doit pas être comprise comme le seul résultat de chocs externes. La vulnérabilité à la crise de l'ensemble de la région trouve plutôt son origine dans les stratégies de transformation spécifiques des différents pays après la fin du conflit Est-Ouest et dans les orientations géopolitiques qui en découlent. La désindustrialisation de la région, accélérée par la crise, a réduit la complexité des structures de production et a favorisé l'orientation vers l'exportation de matières premières et des étapes de transformation simple ; ce qui signifie que « les

pays de la CEI occupent des chaînes de production à faible valeur ajoutée », particulièrement vulnérables aux crises. « Dans l'ensemble », constate l'économiste Ruslan Dzarasov, « la crise a été plus violente dans les pays de la CEI que dans les États capitalistes centraux » (voir Dzarasov 2016, p.29).

Cependant, il s'est avéré que le groupe des États autoritaires consolidés était nettement plus capable d'agir au cours de la crise. En raison des prix élevés des matières premières dans les années 2000, les pays riches en matières premières, tels que l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, la Russie, le Turkménistan et l'Ouzbékistan, ont réalisé des excédents de balance commerciale élevés et constitué des réserves de change, ce qui a élargi leur espace de jeu économique-politique. La régulation politique autoritaire et les relations étroites entre les fractions du capital privé et les appareils étatiques permirent en outre une politique anti-crise coordonnée dans l'intérêt du bloc dominant.

La Géorgie, et jusqu'à un certain degré, l'Ukraine aussi, devinrent par contre des états endettés et ferlés au FMI (Smith & Swain 2010, pp.10 et suiv.). Un coup d'œil sur la structure de propriété des secteurs nationaux de finance rend claire une influence des consortiums financiers dans ces pays. Selon des données de la *Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD)* les consortiums financiers contrôlaient en 2008 plus de 90 % du secteur bancaire national de la Géorgie. En Arménie et en Ukraine, ces valeurs étaient d'environ 50 % au cours de la même période, et au Kirghizistan même de plus de 70 %. En revanche, la proportion de banques étrangères en Azerbaïdjan (9,1%), en Biélorussie (20,6%), en Russie (18,7%) et dans les républiques d'Asie centrale orientale, est nettement plus faible et de surcroît plus orientée vers le secteur financier russe (BERD).

L'éclatement de la crise économique et financière dans la région est synonyme du début d'une crise majeure, une « crise de restructuration » (Deppe 2013, p.35), dans laquelle les rapports entre marché et État, économie et politique ont été réajustés. Cela a conduit à un nouveau cycle de protestations dans de nombreux pays post-soviétiques : Arménie, Géorgie, Kirghizistan, Russie et Ukraine. Leur point commun était une crise globale de légitimité et de représentation, qui s'est manifestée de la part des manifestants par un rejet des représentants et des institutions de l'ordre politique et des revendications associées pour leur propre représentation et démocratie directe. Il devient de plus en plus clair que dans les États successeurs de l'Union soviétique, non seulement la politique économique et sociale, mais aussi les formes antérieures de reproduction sociale (régulation du rapport travail/capital, institutions politiques, etc.) sont contestées.

Le système mondial : le combat pour l'hégémonie

En 1939, le diplomate britannique, Lord Lothian, rendit visite au président américain Franklin D. Roosevelt et l'in-

forma que le Royaume Uni ne se voyait plus en situation de protéger le monde du national-socialisme. Le monde anglo-saxon nécessiterait un autre protecteur et les USA devrait reprendre ce rôle.

Le monde n'a pas souvent éprouvé un tel moment : Le Royaume Uni reconnaissait les limites de ses possibilités et se déclarait prêt à se retirer en tant que puissance hégémonique et à abandonner son rôle de meneur aux USA. Roosevelt, cependant, n'était pas intéressé par un tel rôle. « Je suis devenu fou »³, écrit-il (Merriman Family Papers 1939). Comment donc les Britanniques ont-ils eu l'idée de décharger leurs fardeaux à la porte des États-Unis ? Sauver la civilisation c'était pourtant, par définition, leur *job*. Les États-Unis ne disposaient d'aucune puissance exhibable sur le plan militaire et s'estimaient incapables d'arrêter le mouvement des forces illibérales — plus précisément : celles fascistes — en Europe centrale. Il fallut une seconde Guerre mondiale, avant que Roosevelt orientât son penser autrement — la déroute de la France convainquit le président des USA de la nécessité de s'ingérer (Werthaim 2020) et avec le *Lend-Lease Act*^(*), il réussit à rassembler une large majorité derrière lui au Congrès derrière la politique d'interventionnisme qu'il légitimait et à désavouer la position des isolationnistes.

On appelait *Hegemon*, dans la Grèce antique, le général qui dirigeait l'armée des citoyens libres de la polis et des cités-États. Si l'on présumait encore à l'époque que celui-ci agissait dans l'intérêt de la sécurité commune, le concept commença à prendre une note négative déjà sous l'égide de Rome, chez les riverains de la *mare nostrum*, qu'il conserva dans le système européen des états : Une hégémonie perturbait, l'équilibre auquel on aspire et mettait en danger la paix. Pourtant il y eut de tout temps un empire hégémonique et des états : En Espagne, à son âge d'or, sous Charles Quint ; en France sous le roi-Soleil et de nouveau sous Napoléon I ; le monde britannique au temps de George III et pour finir : la double-hégémonie dans la Guerre froide, qui avait ses blocs à elle en main et veillait effectivement à l'ordre à sa périphérie. Une hégémonie est, traditionnellement définie, comme une interaction entre états et un comportement de meneur, une relation de *leadership* « dont l'existence et la pérennité dépendent, d'une part, des moyens de pouvoir, de la volonté et de la compétence stratégique d'un État dirigeant (l'hégémon) et, d'autre part, du caractère volontaire fondamental de l'allégeance d'un groupe d'états qui est homogène en termes d'organisation de la domination » (Triepele 1943, cité d'après Röbel 2001, p.21).

3 Dans l'original : « *I got mad clear through* ». [= je suis devenu fou, *ndt*]

(*) [*Lend-Lease Act* : Loi adoptée par le Congrès des États-Unis en mars 1941 et appliquée jusqu'en août 1945, qui autorisait le président à vendre, céder, échanger, prêter le matériel de guerre et toutes marchandises aux États dont la « défense était jugée vitale pour la défense des États-Unis » (*wiki*). *Ndt*]

Antonio Gramsci décrit avec le concept d'hégémonie une forme de direction politique, spirituelle et culturelle comme économique. Il combinait la reconnaissance des structures hégémoniques avec le consensus actif des gouvernés : la puissance hégémonique poursuit en outre les intérêts qui lui sont propres de manière à ce que ses dominés reprennent ses intérêts, les considèrent comme les leur ou en reconnaissent au moins la prééminence (Voir Brand *et al.* 2000, p.52). L'élargissement du terme inclut donc le processus de confrontations et de consensus autour de l'hégémonie, les conflits sociaux dont découle l'hégémonie, qui se reproduisent et se transforment dynamiquement.

Pour Gramsci une domination ne s'effectue pas purement et simplement par le pouvoir ou la violence, mais elle est toujours imposée et reproduite à la fois économiquement, politiquement et idéologiquement. Pour pouvoir concevoir une domination et ses accomplissements, il développe son concept d'hégémonie (culturelle). Ce changement de paradigme, introduit par Gramsci relativement à la considération critique idéologique du pouvoir et de la domination, consiste dans la connaissance centrale qu'une domination politique se constitue et se reproduit, non seulement de manière répressive par contrainte et violence de l'état, mais encore essentiellement sur la fabrication de l'accord et de la bonne intelligence des dominés vis-à-vis de l'ordre sociétal et politique. Une domination dans des sociétés civiles se génère en conséquence par un consensus (Gramsci 2012, GH 6, p.1957). Par le consensus s'ensuit une articulation active et affirmative de soi au côté de la domination et des conditions sociétales et politiques qui existent.

Reprennent l'idée d'hégémonie, Immanuel Wallerstein (2004) ou bien aussi Giovanni Arrighi, ou encore l'économie politique des relations internationales — imprégnée du néo-gramscisme (Cox 1998). Il est vrai que cette évaluation n'est guère reçue dans les débats sociétaux et politiques. Par conséquent on va brièvement présenter ici les pierres angulaires d'une vision systémique de l'ordre mondial :

(1) Le point de départ c'est le fait concret qu'aucun état n'existe que pour lui tout seul, mais seulement toujours en interaction avec les autres, les voisins, les rivaux, ceux qui « pensent » [guillemets du traducteur] comme lui, bref : chaque état est impliqué dans le partage/division du travail. Conformément à cela, son comportement en politique extérieure ne provient pas seulement de ses conditions intérieures, mais aussi de la dynamique du système dans lequel il est un acteur parmi de nombreux autres. Il y a une logique systémique qui constitue les dépendances de chemin. Cela ne signifie pourtant pas que le système fût un mouvement d'horlogerie mécanique bien huilé. En tant que produit et amené par des êtres humains, le système ouvre toujours diverses possibilités de négociations. Par exemple, en remplaçant la confrontation de pouvoir politique par une coopération orientée sur la paix.

(2) Il n'y a pas d'état au niveau mondial. Cela distingue donc fondamentalement le système international du système interne des états. Le caractère d'un état moderne exhibe des Constitutions, un système de droits, un système politique, etc. Une haute composition et densité de régulations qui maintiennent les rapports de force et les conflits de la société sur des voies et parcours ordonnés lesquelles sont censées les modérer. Par contre les relations entre les états montrent plutôt ce que décrit la théorie politique comme un « état de nature sociétal », qui est largement moins ordonné, mais montre tendanciellement des traits anarchiques. Une qualité d'état régulatrice n'existe que limitée ici : comme droit international, traités entre les états et institutions internationales. Il n'existe aucune instance globale légitimée, comme un Tribunal constitutionnel et un exécutif dont les décisions sont transposées. Le Conseil de sécurité des Nations Unies, qui fût capable de le réaliser tendanciellement, se voit bloqué par le système des vetos, lorsque les puissances qui disposent de ce veto participent au conflit en cours.

(3) Même si, en droit international, tous les États ont le même statut et disposent d'une souveraineté nominale, les acteurs du système ne sont pas égaux en soi. Le système est — du moins dans sa dimension historique — configuré de manière hiérarchique. Celui qui se trouve au sommet exerce une influence déterminante. Plus les niveaux inférieurs sont dépendants des acteurs hégémoniques, plus la marge de manœuvre et l'influence y sont faibles.

(4) La position dans la hiérarchie dépend des ressources du pouvoir, dont dispose un pays : militaire, économie, technologie, réseau politique ainsi que capital structurel. La capacité d'imposition et des options d'action pour leurs propres intérêts nationaux en résultent.

(5) Sur la base de ces facteurs, les rapports de force des puissances politiques représentent le principe central des régulations dans le système international. Normes, droits et arrangements institutionnels, ne sont souvent acceptés par les acteurs hégémoniques aussi longtemps qu'ils ne mettent pas en danger leurs propres intérêts vitaux. Une grande puissance ne consentira, au plus possible, à aucunes conditions normatives qui pussent rétrécir les espaces des jeux de son pouvoir politique.

Une dynamique systémique prend naissance à partir des conditions de forces des puissances politiques. Pendant environ une décennie et demie, après la fin de l'URSS, le système fut unipolaire, ce qui signifie que les États-Unis étaient la seule superpuissance restante. C'était l'ère de l'Empire américain. Aujourd'hui, l'ordre mondial unipolaire touche à sa fin. Il est remplacé par un système multipolaire. La rivalité entre les États-Unis et la Chine est au cœur de ce système. L'Inde aussi aspire à une montée au rang de super-puissance. Le conflit entre ordre mondial unipolaire et celui multipolaire marque depuis environ une décennie les confrontations à l'intérieur du système international et marque non seulement le comportement des grandes puissances, mais pénètre aussi tous les pro-

blèmes régionaux importants. Le conflit renferme la possibilité d'une dés-occidentalisation du monde et de la fin des 500 dernières années de suprématie euro-atlantique.

Erreur du système mondial : la lutte pour l'hégémonie dans l'espace eurasiatique

Au milieu des années 2000, les responsables politiques de l'économie de la Russie remarquèrent que la fixation de limites étroites au développement de l'espace de jeu de la Fédération de Russie. Sous le mot d'ordre de « modernisation » de nouvelles voies en vue d'un amoindrissement de dépendance de l'exportation de matière première furent discutées (Grigoriev 2008, Inosemtzef 2014). Les débats ne demeurèrent cependant pas exclusivement dans le champ scientifique, mais atteignirent aussi directement la politique russe. Ainsi l'ancien président Dmitri Medvedev (2009), l'ancien ministre des Finances Alexeï Koudrine (2009) ou des acteurs internationaux (Worldbank 2013), exigèrent une diversification des exportations russes et l'édification d'une industrie compétitive.

Le ministre russe de l'économie, Alexeï Oulioukaïev, a critiqué la politique du gouvernement. L'économie stagne, notamment parce que les réformes de politique intérieure ont été négligées. Dans un article pour le journal économique *Vedmomsti*, Poutine a critiqué en détail l'intégration périphérique du pays au marché mondial et les conséquences négatives de ce processus pour l'industrie russe (Poutine 2012). Avec cela, le problème de la Russie était nommé : Le statut d'hégémonie dans le système mondial a été perdu dans les années qui ont suivi l'effondrement de l'URSS... Sur le plan économique notamment, la Fédération de Russie ne représente plus qu'un acteur périphérique, qui pourrait même se diriger vers la périphérie absolue.

Les efforts de modernisation, qui devraient provoquer un renversement de tendance, se heurtent rapidement à des limites. Ainsi, les forces qui souhaitent introduire un développement de la Fédération de Russie orienté vers l'intérieur, sont en conflit avec la classe des oligarques orientés vers l'exportation. Alors que les secteurs de production — en particulier l'industrie automobile — réclament une politique à la Friedrich List (argument de l'industrie infantile ;[voir <https://www.economie.gouv.fr/facileco/friedrich-list#—ndt>]) et veulent ainsi atteindre un développement orienté vers le marché intérieur à l'aide de droits de douane protecteurs, la classe des oligarques réclame un libre-échange global afin de pouvoir écouler leurs matières premières sur les marchés mondiaux sans être sanctionnés. Étant donné que l'État russe, malgré ses investissements dans les secteurs de production, est lui aussi dépendant des bénéfices du pétrole et du gaz, la question se pose de savoir qui surtout pourrait être le sujet social d'un modèle de développement orienté vers le marché intérieur. De plus, l'intensification du démantèlement social, depuis les élections de 2012, entrave une politique économique axée sur la demande. La fragilité de l'adhésion au modèle

de développement orienté vers l'intérieur est illustrée par le fait que le gouvernement ne put pas tenir ses promesses de stabilité ou de croissance de la consommation en raison de la crise économique et de la baisse des prix des matières premières.

Finalement les débats autour d'un substitut aux importations livre une indication sur celui qui porte le modèle du développement orienté sur l'intérieur. Comme la part des importations d'équipements occidentaux dans certains secteurs s'élève à 90%, l'industrie pétrolière et gazière russe considère toute sanction comme une menace existentielle. Il est attendu dans un délai inférieur aux 20 prochaines années que les gisements, jusqu'à présent en exploitation en Sibérie occidentale, seront largement épuisés. De nouveaux gisements en Sibérie orientale et l'Arctique ne sont pas encore suffisamment en cours d'exploitation et ne le seront que sur la base d'investissements financiers et techniques élevés. À la vue de l'industrie du pétrole et du gaz, cela rend nécessaire le développement de la technologie ce qui a donné l'occasion au président de l'industrie pétrolière et gazière de Russie, Gennady Iosifovich Schmal, de déclarer : « *La modernisation prend pour nous le caractère d'une obligation vitale* » (Schmal 2015 : p.14). Il apparaît clairement que, malgré le débat sur la substitution des importations, l'industrie extractive ne cherche pas à surmonter l'extractivisme des ressources, mais seulement à techniquement le renforcer.

La manière russe de s'avancer en Ukraine et en Syrie dans les années 2010 avait sans doute le but d'assurer l'assentiment à l'égard du gouvernement, par la création de nouveaux ennemis et de marginaliser les débats sur ses propres négligences économiques et politiques. La théorie de l'hégémonie se rattache à cette constatation : la guerre d'agression de la Russie est également due à la volonté douteuse de ne pas se retrouver dans une position périphérique absolue au sein du système mondial. Les efforts visant à se mettre dans la tête de Poutine ne tiennent généralement pas compte d'une cause centrale de l'escalade. La Fédération de Russie est une entité étatique au statut semi-périphérique. Le « socialisme-forteresse » (Derlugian 2014) de l'Union soviétique a été suivi d'un capitalisme-forteresse oligarchique, dont la performance économique repose principalement sur l'exportation d'énergies fossiles, après une phase de transition ouverte à différentes voies de développement. La Russie est redevable pour 43 % de ses revenus au pétrole et au gaz. L'indépendance, à l'égard de ses ressources naturelles, implique que la Fédération de Russie, sans changement structurel radical de son économie, perdrait inévitablement le bénéfice d'une transition vers le développement durable dans les pays en voie de développement. Plus vite ils se détournent des énergies fossiles, plus les gisements de pétrole et de gaz russes perdront de leur valeur. C'est sans doute l'une des principales raisons pour lesquelles les scénarios d'avenir du cercle de pouvoir, dont s'entoure l'autocrate Poutine, sont particulièrement sombres. L'agressivité particulière du régime trouve ici l'une de ses principales causes, car les fenêtres de tir en

vue de surmonter le statut semi-périphérique de la Russie, se ferment également. L'armée et la capacité à mener une guerre d'agression sont les ressources d'une puissance qui lui restent mais qui peuvent seulement être utilisées avec un certain succès aussi longtemps que l'adversaire est dépendant du gaz et du pétrole russes.

Cet argument est à compléter par un second : la tentative de la Russie de créer une union eurasiatique et de pouvoir reprendre de cette manière une position hégémonique limitée. Le développement crisiaque [toujours au sens médicale du terme, *ndt*] de cette région, au cours des trente dernières années, a rendu nettement visibles les lignes de ruptures économiques et politiques, ainsi que (géo-)politiques, entre les états post-soviétiques. L'UE et récemment aussi la Chine, se sont désengagés de la région en tant que partenaires commerciaux les plus importants. L'UE, spécialement, relie sa prééminence économique de plus en plus avec l'édification de ses structures politiques que la Russie ne peut pas inclure explicitement, par exemple de son partenariat oriental dans le cadre de la politique européenne de voisinage. Devant cet arrière-plan des relations bilatérales grevées vis-à-vis de la Russie, de nombreux petits pays post-soviétiques ont tenté d'utiliser à leur profit cette évolution, pour renforcer leur propre position dans le cadre d'un politique équilibrée entre la Russie et l'Occident. Or, eu égard aux multiples crises dans la région, une telle stratégie est pourtant hautement risquée, d'autant que les acteurs hégémoniques tentent d'instrumentaliser les conflits de leurs côtés. Des conflits déjà existants gagnent de ce fait en dynamique nouvelle et entrent en escalade — mais cette fois-ci, sous le signe d'une confrontation politique entre la Russie et l'Occident.

Selon Serguey Glazyev, économiste national-conservateur et commissaire à l'intégration et à la macroéconomie auprès de la *Commission économique eurasiatique*, la Russie est menacée dans son existence par ces développements, car elle ne possède plus que des conditions limitées pour participer de manière autonome à la co-édification de l'ordre mondial (Glazyev 2015). Le processus de périphérisation sociétale et la dépendance technique vis-à-vis de l'Ouest, s'accroissant, selon Glazyev, ils posent donc des limites étroites au pouvoir d'organisation politique du pays. Les sanctions qui ont été prises, à la suite du conflit avec l'Ukraine en 2014, pourraient représenter une menace existentielle pour la Russie, si elle ne pût parvenir à se convertir vers un modèle de développement intérieur. Ceci rendrait aussi nécessaire se tourner sur l'espace post-soviétique. Devant cet arrière-plan, la fondation d'une *Union eurasiatique* devient le noyau de base (Sakwa 2016) du troisième temps de fonction de Vladimir Poutine. Or, un rôle central revient à l'Ukraine dans la conception de l'*Union Eurasiatique*. Le rédacteur en chef de la revue russe, *Russia in Global Affairs*, Fyodor A. Lukyanov, voit même dans la participation de Kiev « *le principal objectif non mentionné de l'intégration eurasiatique* » (Kukyanov 2015, p.294). Ce n'est qu'avec l'Ukraine, selon Lukyanov que l'*Union Eurasiatique* peut

acquérir une véritable importance globale. Avec les quatre états primo-fondateurs, prévus, Biélorussie, Kazakhstan, Russie et Ukraine, il s'agit de la région industrielle et financière la plus développée. Derrière l'idée fondatrice originelle se trouve, par conséquent, non pas une revivification de l'URSS, mais une alliance des états les plus forts économiquement de la région. Ces pays représentaient encore en 2019, les 90 pour cent du commerce extérieur russe avec les états de la CEI. Même dans la participation totale au commerce extérieur, leur 13 pour cent restent encore importants. Biélorussie, Russie et Ukraine exhibent la plus haute diversification dans l'industrie de tous les pays de la CEI.

Cependant, depuis les manifestations de Maïdan en 2014 et le début du conflit ukrainien, la discussion sociale sur l'orientation future du pays semble avoir été tranchée : Les administrations Porochenko et Zelensky ont poursuivi l'intégration occidentale par le biais d'un accord de partenariat avec l'UE et d'une coopération politique avec l'OTAN. Cette évolution se poursuit avec l'obtention du statut de candidat à l'UE pour l'Ukraine et la Moldavie.

Le bloc du pouvoir russe a réagi aux crises multiples intérieures et extérieures avec une intégration des forces conservatrices nationales dans le gouvernement. Un regard sur la politique concrète du gouvernement depuis 2012 met en évidence leur influence grandissante : l'action contre les organisations de la société civile et l'opposition politique ou la politique économique ouvertement néo-libérale (relèvement de l'âge de la retraite) exacerbe les crises (économique, sociale, politique) et les disputes sur l'avenir du pays. L'attitude de refus de l'Ukraine vis-à-vis d'une adhésion au projet de l'*Union Eurasiatique* assène un coup sensible à ce projet. L'admission de l'Arménie et du Kirghizstan affaiblit les stratégies de réindustrialisation régionale et renforce l'*Union eurasiatique* en tant qu'alliance politique dirigée par la Russie. Eu égard aux crises de la politique intérieure qui s'exacerbent et de la concurrence impériale qui s'aggrave dans l'espace post-soviétique, la direction russe mise de plus en plus sur une politique extérieure expansive. Le nationalisme agressif de la Grande Russie consolide en sous-œuvre ses propres revendications hégémoniques dans la région et stabilise au moins temporairement les conditions intérieures.

Bilan

La guerre en Ukraine accélère les processus de bouleversement jusqu'à engendrer un ordre mondiale multipolaire qui, depuis la crise économique et financière de 2008, devient de plus en plus patent. Trente ans après la fin du conflit Est-Ouest, les blocs régionaux concurrents se font de nouveau face à face. L'Europe de l'Est et l'espace post-soviétique deviennent, à côté d'autres régions du monde, de plus en plus des théâtres combattus, dans lesquels la confrontation impérialiste se manifeste.

La politique d'une intervention armée russe est une réaction aux crises politiques intérieures multiples et elle poursuit l'objectif de consolider son influence sur l'espace post-soviétique. L'influence croissante des forces natio-

nales conservatrices s'accompagne d'un durcissement autoritaire à l'intérieur — tout en aggravant les confrontations au sein du groupe de pouvoir quant au cheminement à venir du pays — étant donné que les crises qui se chevauchent, ne sont effectivement pas traitées. Ainsi l'administration Poutine accélère la scission de la région en deux blocs l'un pro-occidental, l'autre pro-oriental.

Devant cet arrière-plan, il devient évident que le soutien militaire et politique apporté à l'Ukraine par l'OTAN et l'UE sous-estime possiblement les contradictions et dynamiques crisiaques au sein de l'espace post-soviétique, et court avant tout le danger de les aggraver. Au lieu d'atteindre un cessez-le-feu au plus tôt — car il n'est même encore pas du tout question de paix — c'est une « *afghanisation* » de l'Ukraine avec des conséquences dévastatrices pour la société ukrainienne qui menace. Le soutien, offert sans aucun doute, de l'Occident pour l'Ukraine — et le retour de la concurrence germano-russe dans l'Est européen et l'espace post-soviétique — renforce l'influence des forces conservatrices expansionnistes au sein du bloc de pouvoir russe, qui aspire à un alignement sur l'Asie et à une alliance étroite avec la Chine et l'Inde. Cette situation, combinée à la fragmentation croissante de l'espace post-soviétique en blocs de pouvoir concurrents, rend probable une nouvelle escalade des conflits dans l'espace post-soviétique dans un avenir proche.

Pour réprimer cette tendance, il eût fallu prendre au sérieux l'approche du système mondial, repenser le rôle de la Russie dans la division internationale du travail et créer une voie de développement qui permette à la Fédération de Russie de sortir de la périphérisation. C'est ainsi que l'on peut commencer une politique de détente !

Si ce n'est pas le cas, le système mondial devra probablement faire face à une évolution que l'historien E. P. Thompson (1980) appelle l'*exterminisme*. L'exterminisme est un mot créé à l'époque de la guerre froide, de l'escalade de la confrontation entre les blocs par l'armement mutuel avec des missiles nucléaires de moyenne portée. Avec ce terme, Thompson caractérise ces mécanismes d'économie politique, d'ordonnements politiques et d'idéologies qui, en tant que forces de poussée, agissent dans une direction dont le résultat sera l'extinction de nombreuses vies humaines. L'exterminisme, la pulsion de l'extinction, est équivalent(e), dans sa signification, au stade ultime d'une civilisation humaine. L'exterminisme, auquel Poutine menace, mélange des aspirations de grande puissance tsariste, de nationalisme raciste-panslave, de nostalgie soviétique et une image du monde qui correspond au schéma tranché ami/ennemi d'un Carl Schmitt [https://journals.openedition.org/mots/15642, ndt]. L'idéologie bricolée en est censée légitimer les intentions expansionnistes, rendre les positions hégémoniques accessibles, mais elle n'a rien d'attrayant et ne dispose d'aucun projet de société qui puisse rayonner positivement. Cela laisse tout de même ouvert.

Sozialimpulse 1^{3/4}/2023.

(Traduction Daniel Kmiecik)

Littérature

- Adorno, Theodor W. (1994)** : *Minima Moralia*. Francfort-sur-le-Main.
- Brand, Ulrich / Brunnengraber, Achim / Scharder, Lutz/ Stock, Christian & Wahl, Peter (2000)** ; *Global Governance : Alternative zur neoliberalen Globalisierung* ? Munster.
- Brubaker Roger (2011)** : *Nationalizing states revisited : projects and Processes of nationalization in post-Soviet states [La nationalisation des Etats revisitée : projets et processus de nationalisation dans les Etats post-soviétiques]* dans *Ethnic ans Racial Studies* **34 (11)**, pp.1785-18/14.
- Cox, Robert (1998)** : *Weltordnung und Hegemonie. Grundlagen der Internationalen Ökonomie [Ordre mondial et hégémonie. Fondements de l'économie internationale]*, Marbourg.
- Derlugian, Georgi (2014)** : *Was war der Kommunismus ? [Quel était le communisme?]* , dans Wallerstein, Immanuel / Collins, Randall / Mann, Michael Derlugian, Georgi / Calhoun, Craig (éditeurs) : *Stirbt der Kapitalismus ? Fünf Szenarien für das 21. Jahrhundert [Le capitalisme est-il en train de mourir ? Cinq scénarios pour le 21^{ème} siècle]*. Francfort-sur-le-Main.
- Dzarasov, Ruslan (2016)** : *The global crisis and its impact on the Eurasian Economic Union [La crise mondiale et son impact sur l'Union économique eurasiatique]*, dans : *European Politics and Society* **17**, pp.23-24.
- Deppe, Frank (2013)** : *Autoritär Kapitalismus ; Demokratie auf dem Prüfstand [Capitalisme autoritaire ; La démocratie à l'épreuve]*, Ham-bourg.
- EBRD European Bank for Reconstruction and Development, Banking Survey**
- Glazew, Sergej (2015)** : (15.09.2015) <https://www.business-gazeta.ru/>, consulté le 21.12.2022.
- Gransci, Antonio (1994)** : *Gefängnishefte, Vol. 6 : Philosophie der Praxis [Pratique de la philosophie]* édité par Wolfgang Fritz Haug avec la collaboration de Klaus Bochmann, Peter Jehle et Gerhard Kuck. Hambourg.
- Grigoriev, Leonid (2008)** : *Globale Finanzkrise 2008 and Wirtschaft Rußlands, Rußlands Perspektiven ? [Crise financière mondiale 2008 et économie de la Russie, perspectives de la Russie]* URL : <http://library.fes.de/pdf-files/bueros/maoskau/05933.pdf>, consulté le 29.12.2022.
- Inosemtzef, Vladislav, (2014)** : *Die drohende Krise. Rußlands Volkswirtschaft ist nicht « normal » — und auf gefährlichem Kurs [La crise qui menace. L'économie nationale de la Russie n'est pas "normale" et suit un cours dangereux]* dans : *IP, Länderportrait Rußland*, pp.4-11.
- Jaitner, Felix / Olteanu, Tina / Spöri, Tobias (éditeur) (2018)** : *Crisis in the post-Soviet space. From the dissolution of the Soviet Union to the Conflict in Ukraine [La crise dans l'espace post-soviétique. De la dissolution de l'Union soviétique au conflit en Ukraine]* Londres.
- Kagarlitsky, Boris (2009)** : *Disaster Management in Eastern Europe. [Gestion des catastrophes en Europe de l'Est]* Dans : Segert, Dieter (éditeur) : *Postsozialismus. Hinterlassenschaften des Staatssozialismus und neue Kapitalismen in Europa [Post-socialisme. Héritage du socialisme d'État et nouveaux capitalismes en Europe]*, Vienne, pp.159-164.
- Kroll, Luisa (2008)** : « Billionaires » 2008 (6.3.2008)
URL : <http://www.forbes.com/>, consulté le 22.12.2022.
- Kudrin, Alexseï (2009)** : *Rossija i mirovoj finansivj krizis, dans Voprosy Ekonomiki* **39(1)**, pp.9-27.
- Lukyanov, Fyodor (2015)** : *Eurasia : The burden of responsibility [Le poids de la responsabilité]*, dans Dutliewicz, Piotr / Sakwa, Richard (éditeur) : *Eurasian Integrartion — The View from Within [L'intégration eurasiennne - Le point de vue de l'intérieur]* Londres.
- Medvedev Dmitri (2009)** : *Poslanie federal'nomu sobraniju Rossijskoj Federacii 12 Nojabrja 2009*.
URL : <http://www.kremlin.ru/transcripts/5979>, consulté le 29.12.2022.
- Merriman family papers (1939)** ; *Massachusetts Historical Society*.
- Molchanov, Mikjhail A. (2016)** : *Choosing Europe over Russia : What has Ukraine gained ? [Choisir l'Europe plutôt que la Russie : Qu'a gagné l'Ukraine ?]*, dans : *European Politics and Society* **17(4)**.
- Mykhnenko, Vlad (2015)** : *Die ökonomische Bedeutung des ukrainischen Donbass [L'importance économique du Donbass ukrainien]*. Dans : *Russland-Analysen* **147**, pp.2-12.
- Putin, Wladimir 2012)** : *Nam nuzna nowaja ekonomika* . URL : http://www.vedomosti.ru/politics/articles:2012/01/30/0_nashih_ekonomicheskikh_zadachah — consulté le 29.12.2022.
- Röbel, Stefan (2001)** : *Hegemonie in den internationalen Beziehungen. Lehren aus dem Scheitern der « Theorie der hegemonialen Stabilität » [L'hégémonie dans les relations internationales. Les leçons de l'échec de la "théorie de la stabilité hégémonique".]*, Dresde.
- Rosstat (2009)** : *Rossija w cifrach*. Moscou.
- Sakwa, Richard (2016)** : *How the Eurasian elites envisage the rôle of the EEU in global perspective*, dans : *European Politics ans Society* **17** (sup.1), pp.4-22.
- Schmal, Gennadij (2015)** : *Nado dumat' o buduscem*, dans Kazachstan, Partnër;Kz. Neft. Gaz, *Energetika* pp.14-16.
- Smith, Adrian /Swain, Adam (2010)** : *The global Economic Crisis. Eastern Europe, and the Former Soviet Union : Models of Development and the Contradictions of Internationalization [La crise économique mondiale. Europe de l'Est et ex-Union soviétique : Modèles de développement et contradictions de l'internationalisation]*, dans *Eurasian Geography and Economics* **51(1)**, p.124.
- Stiglitz, Joseph (2002)** : *Der Schatten der Globalisierung [L'ombre de la mondialisation]*. Berlin
- Triepel, Heinrich (1943)** : *Hegemonie ein Buch von führenden Staaten [Hégémonie : un livre d'États leaders]*, Stuttgart
- Thompson, Edward Palmer (1980)** : *Notes on Exterminism — The Last Stage of Civilization. [Notes sur l'exterminisme - Le dernier stade de la civilisation]* *New Left Review*, **121**, Londres.
- Varga, Mihai (2012)**: *Working-Clas Heresies : Ideology in Protestes of Ukrainian Workers During the World Economic Crisis 2009-2012 [Hérésies de la classe ouvrière : L'idéologie dans les manifestations des travailleurs ukrainiens pendant la crise économique mondiale 2009-2012]* Débats : *Journal of Contemporary Central and Eastern Europe*, **20** 2-3, pp.107-124.
- Welt (2022)** : *Rußland droht Ukraine mit « äußerst gefährlich Folgen » [La Russie menace l'Ukraine de "conséquences extrêmement dangereuses".]*, URL : <https://www.welt.de/politik/ausland/article237039279/Ukraine-Konflikt-Moskau-droht-Kiew-mit-aueserst-gefaehrlichen-Folgen.html>, Consulté le 21.12.2022.
- Wallerstein, Immanuel (2004)** : *World-Systems Analysis : An Introduction*. Durham, North carolina.
- Wertheim, Stephen (2020)**: *Tomorrow the World : The birth of U.S. Global Supremacy, [Demain le monde : la naissance de la suprématie mondiale des États-Unis]* Cambridge (MA) et Londres
- Worldbank (2013)** : *Russian Federation. Export Diversification Through Competition and Innovation. A policy Agenda [Fédération de Russie. Diversification des exportations par la concurrence et l'innovation. Un agenda politique]*Washington/DC
- ZDF (2022)** : *Krim ; Mariupol, Sjewjerodonezk : Selensky will Gebiete Zurück eroberne. [Crimée ; Marioupol, Sjewjerodonezk : Selensky veut reconquérir des territoires]* (14.6.2022) URL : <https://www.zdf.de/>, consulté le 21.10.2022.

L'auteur :

André Bleicher, né en 1963 ; études de gestion d'entreprise et de sociologie, membre fondateur de l'Institut Lorenz Oken, Herrischried, et de l'Institut für soziale Gegenwartsfragen, à Stuttgart dont il est membre du comité directeur depuis 2015. Depuis 2012, il travaille à la « Hochschule Biberach », dont il est le recteur depuis 2017.